

L'ancien Secrétaire Général de la Confédération Hellenique du Travail (G.S.E.E.) Photis Makris, l'homme le plus détesté par la classe ouvrière en Grèce, tâche maintenant, auprès avoir été renvoyé de son poste par la Junte des colonels, de persuader l'opinion publique de l'étranger sur ses bonnes intentions et son dévouement aux idéaux de la démocratie et au syndicalisme libre.

Dans un message, adressé aux ouvriers grecs le 10 Mai 1969, il accuse le régime des militaires d'intervention dans le mouvement syndicaliste, il se plaint du comportement des dictateurs envers lui et promet enfin de revenir au mouvement après la restitution de la démocratie.

Cependant c'était ce même Photis Makris, qui le premier, le lendemain même du coup d'état du 21 Avril 1967 s'efforçait d'assurer les putschistes de sa soumission à la Junte et d'exprimer sa satisfaction pour l'abolition des libertés politiques et des droits de l'homme en Grèce.

Il paraît que Makris, comptant aussi sur l'aide de son parent le Vice-Roi Zeitakis, s'attendait à être nommé Ministre du Travail. Cependant la Junte lui préféra son ancien subalterne, Apostolos Voyatzis qui comme employé de la G.S.E.E. fut pour bien d'années un collaborateur intime de Makris, pour se tourner ensuite contre son ancien maître. Pourtant Makris insista à se faire prévaloir et continua à servir ouvertement le régime, tandis que derrière les coulisses il cherchait des informations sur le passé de Voyatzis qui, durant l'occupation de la Grèce par les nazis, avait été membre de l'Organisation de Résistance de la Gauche EAM.

Quand il se rendit compte que ses efforts n'aboutissaient à rien il fit volte face et tâcha d'intimider la Junte en menaçant de mobiliser les ouvriers contre le régime. A ce bât il adressa une circulaire confidentielle (No 1 du 17 Janvier 1969) aux syndicats attachés à lui en révélant les intentions des dictateurs vis à vis des problèmes des travailleurs et en indiquant des moyens de lutte contre les mesures anti-travailistes. Il provoqua ainsi la réaction du Premier Ministre Papadopoulos, qui ordonna l'intervention de l'Etat dans les Organisations ouvrières et le renvoi de Makris et de ses amis des syndicats. Un projet de loi respectif fut rédigé qui devrait être publié le 3 ou 4 Mai. Mais les services d'Information de l'Etat (K.Y.P.) intervinrent en faveur de Makris et arrêtèrent la publication des lois afin de persuader Papadopoulos de changer d'avis. La tentative ayant échoué, les lois sur les syndicats furent publiées quelques jours après.

C'est alors que Makris, voulant se montrer comme adversaire de la dictature et voulant assurer sa position après la chute du régime s'efforça de circuler son message sus-cité à un nombre très restreint d'exemplaires aux personnes de son entourage, tandis que le 12 Mai à 11h il reçut au bureau de la G.S.E.E. l'attaché des affaires du Travail de l'ambassade de la Grande Bretagne et sollicita sa protection. Makris fut arrêté le 13 Mai par les services de la Sécurité de l'Etat et fut détenu, au Bureau Central de la Sécurité pendant trois heures.

L'ancien Secrétaire Général de la Confédération Hellénique du Travail (G.S.E.E.) Photis Makris, l'homme le plus détesté par la classe ouvrière en Grèce, tâche maintenant, après avoir été renvoyé de son poste par la Junta des colonels, de persuader l'opinion publique de l'étranger sur ses bonnes intentions et son dévouement aux idéaux de la démocratie et au syndicalisme libre.

Dans un message, adressé aux ouvriers grecs le 10 Mai 1969, il accuse le régime des militaires d'intervention dans le mouvement syndicaliste, il se plaint du comportement des dictateurs envers lui et promet enfin de revenir au mouvement après la restitution de la démocratie.

Cependant c'était ce même Photis Makris, qui le premier, le lendemain même du coup d'état du 21 Avril 1967 s'exprimait d'assurer les putschistes de sa soumission à la Junta et d'exprimer sa satisfaction pour l'abolition des libertés politiques et des droits de l'homme en Grèce.

Il paraît que Makris, comptant aussi sur l'aide de son parent le Vice-Roi Zoitakis, s'attendait à être nommé Ministre du Travail. Cependant la Junta lui préféra son ancien scubalterne, Apostolos Voyatzis, qui comme employé de la G.S.E.E. fut pour bien d'années un collaborateur intime de Makris, pour se tourner ensuite contre son ancien maître. - Pourtant Makris insista à se faire prévaloir et continua à servir ouvertement le régime, tandis que derrière les coulisses il cherchait des informations sur le passé de Voyatzis qui, durant l'occupation de la Grèce par les nazis, avait été membre de l'Organisation de Résistance de la Gauche EAM.

Quand il se rendit compte que ses efforts n'aboutissaient à rien, il fit volte face et tâcha d'intimider la Junta en menaçant de mobiliser les ouvriers contre le régime. A ce bât il adressa une circulaire confidentielle (No 1 du 17 Janvier 1969) aux syndicats attachés à lui en révélant les intentions des dictateurs vis à vis des problèmes des travailleurs et en indiquant des moyens de lutte contre les mesures anti-travailleurs. Il provoqua ainsi la réaction du Premier Ministre Papadopoulos, qui ordonna l'intervention de l'Etat dans les Organisations ouvrières et le renvoi de Makris et de ses amis des syndicats. Un projet de loi respectif fut rédigé qui devrait être publié le 3 ou 4 Mai. Mais les services d'Information de l'Etat (K.Y.P.) intervinrent en faveur de Makris et arrêtèrent la publication des lois afin de persuader Papadopoulos de changer d'avis. La tentative ayant échoué, les lois sur les syndicats furent publiées quelques jours après.

C'est alors que Makris, voulant se montrer comme adversaire de la dictature et voulant assurer sa position après la chute du régime s'exprima de circuler son message sus-cité à un nombre très restreint d'exemplaires aux personnes de son entourage, tandis que le 12 Mai à 11h il reçut au bureau de la G.S.E.E. l'attaché des affaires du Travail de l'ambassade de la Grande Bretagne et sollicita sa protection. Makris fut arrêté le 13 Mai par les services de la Sécurité de l'Etat et fut détenu, au Bureau Central de la Sécurité pendant trois heures.

L'ancien Secrétaire Général de la Confédération Hellenique du Travail (G.S.E.E.) Photis Makris, l'homme le plus détesté par la classe ouvrière en Grèce, tâche maintenant, auprès avoir été renvoyé de son poste par la Junta des colonels, de persuader l'opinion publique de l'étranger sur ses bonnes intentions et son dévouement aux idéaux de la démocratie et au syndicalisme libre.

Dans un message, adressé aux ouvriers grecs le 10 Mai 1969, il accuse le régime des militaires d'intervention dans le mouvement syndicaliste, il se plaint du comportement des dictateurs envers lui et promet enfin de revenir au mouvement après la restitution de la démocratie.

Cependant c'était ce même Photis Makris, qui le premier, le lendemain même du coup d'état du 21 Avril 1967 s'exprimait d'assurer les putschistes de sa soumission à la Junta et d'exprimer sa satisfaction pour l'abolition des libertés politiques et des droits de l'homme en Grèce.

Il paraît que Makris, comptant aussi sur l'aide de son parent le Vice-Roi Zoitakis, s'attendait à être nommé Ministre du Travail. Cependant la Junta lui préféra son ancien subalterne, Apostolos Voyatzis, qui comme employé de la G.S.E.E. fut pour bien d'années un collaborateur intime de Makris, pour se tourner ensuite contre son ancien maître. - Pourtant Makris insista à se faire prévaloir et continua à servir ouvertement le régime, tandis que derrière les coulisses il cherchait des informations sur le passé de Voyatzis qui, durant l'occupation de la Grèce par les nazis, avait été membre de l'Organisation de Résistance de la Gauche EAM.

Quand il se rendit compte que ses efforts n'aboutissaient à rien, il fit volte face et tâcha d'intimider la Junta en menaçant de mobiliser les ouvriers contre le régime. A ce bût il adressa une circulaire confidentielle (No 1 du 17 Janvier 1969) aux syndicats attachés à lui en révélant les intentions des dictateurs vis à vis des problèmes des travailleurs et en indiquant des moyens de lutte contre les mesures anti-travail-listes. Il provoqua ainsi la réaction du Premier Ministre Papadopoulos, qui ordonna l'intervention de l'Etat dans les Organisations ouvrières et le renvoi de Makris et de ses amis des syndicats. Un projet de loi respectif fut rédigé qui devrait être publié le 3 ou 4 Mai. Mais les services d'Information de l'Etat (K.Y.P.) intervinrent en faveur de Makris et arrêtèrent la publication des lois afin de persuader Papadopoulos de changer d'avis. La tentative ayant échoué, les lois sur les syndicats furent publiées quelques jours après.

C'est alors que Makris, voulant sembler comme adversaire de la dictature et voulant assurer sa position après la chute du régime s'empressa de circuler son message sus-cité à un nombre très restreint d'exemplaires aux personnes de son entourage, tandis que le 12 Mai à 11h il reçut au bureau de la G.S.E.E. l'attaché des affaires du Travail de l'ambassade de la Grande Bretagne et sollicita sa protection. Makris fut arrêté le 13 Mai par les services de la Sécurité de l'Etat et fut détenu, au Bureau Central de la Sécurité pendant trois heures.

L'ancien Secrétaire Général de la Confédération Hôalénique du Travail (G.S.E.E.) Photis Makris, l'homme le plus détesté par la classe ouvrière en Grèce, tâche maintenant, auprès avoir été renvoyé de son poste par la Junte des colonels, de persuader l'opinion publique de l'étranger sur ses bonnes intentions et son dévouement aux idéaux de la démocratie et au syndicalisme libre.

Dans un message, adressé aux ouvriers grecs le 10 Mai 1969, il accuse le régime des militaires d'intervention dans le mouvement syndicaliste, il se plaint du comportement des dictateurs envers lui et promet enfin de revenir au mouvement après la restitution de la démocratie.

Cependant c'était ce même Photis Makris, qui le premier, le lendemain même du coup d'état du 21 Avril 1967 s'empresait d'assurer les putschistes de sa soumission à la Junte et d'exprimer sa satisfaction pour l'abolition des libertés politiques et des droits de l'homme en Grèce

Il paraît que Makris, comptant aussi sur l'aide de son parent le Vice-Roi Zoitakis, s'attendait à être nommé Ministre du Travail. Cependant la Junte lui préféra son ancien subalterne, Apostolos Voyatzis, qui comme employé de la G.S.E.E. fut pour bien d'années un collaborateur intime de Makris, pour se tourner ensuite contre son ancien maître. - Pourtant Makris insista à se faire prévaloir et continua à servir ouvertement le régime, tandis que derrière les coulisses il cherchait des informations sur le passé de Voyatzis qui, durant l'occupation de la Grèce par les nazis, avait été membre de l'Organisation de Résistance de la Gauche EAM.

Quand il se rendit compte que ses efforts n'aboutissaient à rien, il fit volte face et tâcha d'intimider la Junte en menaçant de mobiliser les ouvriers contre le régime. A ce bût il adressa une circulaire confidentielle (No 1 du 17 Janvier 1969) aux syndicats attachés à lui en révélant les intentions des dictateurs vis à vis des problèmes des travailleurs et en indiquant des moyens de lutte contre les mesures anti-travailleurs. Il provoqua ainsi la réaction du Premier Ministre Papadopoulos, qui ordonna l'intervention de l'Etat dans les Organisations ouvrières et le renvoi de Makris et de ses amis des syndicats. Un projet de loi respectif fut rédigé qui devrait être publié le 3 ou 4 Mai. Mais les services d'Information de l'Etat (K.Y.P.) intervinrent en faveur de Makris et arrêtèrent la publication des lois afin de persuader Papadopoulos de changer d'avis. La tentative ayant échoué, les lois sur les syndicats furent publiées quelques jours après.

C'est alors que Makris, voulant se montrer comme adversaire de la dictature et voulant assurer sa position après la chute du régime s'empresse de circuler son message sus-cité à un nombre très restreint d'exemplaires aux personnes de son entourage, tandis que le 12 Mai à 11h il reçut au bureau de la G.S.E.E. l'attaché des affaires du Travail de l'ambassade de la Grande Bretagne et sollicita sa protection. Makris fut arrêté le 13 Mai par les services de la Sûreté de l'Etat et fut détenu, au Bureau Central de la Sûreté pendant trois heures.

L'ancien Secrétaire Général de la Confédération Hellénique du Travail (G.S.E.E.) Photis Makris, l'homme le plus détesté par la classe ouvrière en Grèce, tâche maintenant, auprès avoir été renvoyé de son poste par la Junte des colonels, de persuader l'opinion publique de l'étranger sur ses bonnes intentions et son dévouement aux idéaux de la démocratie et au syndicalisme libre.

Dans un message, adressé aux ouvriers grecs le 10 Mai 1969, il accuse le régime des militaires d'intervention dans le mouvement syndicaliste, il se plaint du comportement des dictateurs envers lui et promet enfin de revenir au mouvement après la restitution de la démocratie.

Cependant c'était ce même Photis Makris, qui le premier, le lendemain même du coup d'état du 21 Avril 1967 s'exprimait d'assurer les putschistes de sa soumission à la Junte et d'exprimer sa satisfaction pour l'abolition des libertés politiques et des droits de l'homme en Grèce.

Il paraît que Makris, comptant aussi sur l'aide de son parent le Vice-Roi Zoiakis, s'attendait à être nommé Ministre du Travail. Cependant la Junte lui préféra son ancien subalterne, Apesteles Voyatzis, qui comme employé de la G.S.E.E. fut pour bien d'années un collaborateur intime de Makris, pour se tourner ensuite contre son ancien maître. Pourtant Makris insista à se faire prévaloir et continua à servir ouvertement le régime, tandis que derrière les coulisses il cherchait des infirmités sur le passé de Voyatzis qui, durant l'occupation de la Grèce par les nazis, avait été membre de l'Organisation de Résistance de la Gauche EAM.

Quand il se rendit compte que ses efforts n'aboutissaient à rien, il fit volte face et tâcha d'intimider la Junte en menaçant de mobiliser les ouvriers contre le régime. A ce but il adressa une circulaire confidentielle (No 1 du 17 Janvier 1969) aux syndicats attachés à lui en révélant les intentions des dictateurs vis à vis des problèmes des travailleurs et en indiquant des moyens de lutte contre les mesures anti-travailleurs. Il provoqua ainsi la réaction du Premier Ministre Papadopoulos, qui ordonna l'intervention de l'Etat dans les Organisations ouvrières et le renvoi de Makris et de ses amis des syndicats. Un projet de loi respectif fut rédigé qui devrait être publié le 3 ou 4 Mai. Mais les services d'Information de l'Etat (K.Y.P.) intervinrent en faveur de Makris et arrêtèrent la publication des lois afin de persuader Papadopoulos de changer d'avis. La tentative ayant échoué, les lois sur les syndicats furent publiées quelques jours après.

C'est alors que Makris, voulant se montrer comme adversaire de la dictature et voulant assurer sa position après la chute du régime s'exprima de circuler son message sus-cité à un nombre très restreint d'exemplaires aux personnes de son entourage, tandis que le 12 Mai à 11h il reçut au bureau de la G.S.E.E. l'attaché des affaires du Travail de l'ambassade de la Grande Bretagne et sollicita sa protection. Makris fut arrêté le 13 Mai par les services de la Sécurité de l'Etat et fut détenu, au Bureau Central de la Sécurité pendant trois heures.